

SPÉCIAL VOTATIONS Interdire les pesticides et passer au tout bio? L'association *Bauern-Unternehmen*, orientée productivité, et celle des Petits paysans ont des vues que tout oppose... Interview croisée de leurs présidents.

Face au choix que lui imposent les initiatives, l'agriculture suisse est divisée

Toujours pendantes devant le Parlement, les initiatives «Pour une Suisse libre de pesticide de synthèse» et «Pour une eau potable propre et une alimentation saine» ne seront soumises au peuple qu'au printemps prochain. Mais leur enjeu est ni plus ni moins l'orientation à donner à l'agriculture suisse pour l'avenir, voire le modèle d'alimentation proposé à la population, et les partisans de l'une ou l'autre option se lancent déjà dans la campagne. C'est le cas de Regina Fuhrer, présidente de l'Association des petits paysans, qui soutient activement «Pour une Suisse sans pesticide», et de Samuel Guggisberg, président de *Bauern-Unternehmen*, engagé au contraire contre les deux projets.

Ni *Bauern-Unternehmen* ni les Petits paysans ne soutiennent l'initiative «Pour une eau potable propre». Pourquoi?

► **Samuel Guggisberg (SG)** À nos yeux, les deux sont dangereuses, mais tout particulièrement «Eau propre». Car ses exigences dépassent largement l'objectif fixé, à savoir disposer d'une eau potable propre et d'une alimentation saine. Elle aurait un effet dévastateur sur l'agriculture helvétique, provoquant la disparition définitive de certaines cultures comme la pomme de terre, le colza et la betterave à sucre, et nous contraignant à des importations massives. Elle est totalement contre-productive, puisqu'elle nous fait perdre le contrôle sur la qualité du contenu de nos assiettes.

► **Regina Fuhrer (RF)** Nous laissons la liberté de vote à nos membres sur l'initiative «Pour une eau potable propre et une alimentation saine», parce qu'elle s'attaque aux problématiques de la pollution des eaux et des antibiotiques dans le fourrage, mais sans étendre ses exigences aux denrées importées comme l'initiative «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse». En revanche, l'Association des petits paysans exprime un «oui» très clair à cette dernière, et entend lui apporter un soutien actif.



Notre système agricole repose sur un choix de société. Et la liberté entrepreneuriale du paysan est limitée par sa responsabilité environnementale, qui concerne tout le monde.

Regina Fuhrer

Se passer des pesticides n'ouvre-t-il pas des opportunités de développement pour des structures de production plus ambitieuses, voire un accès au marché international?

► **SG** Exporter notre production serait une aberration. Ce que nous souhaitons avant tout, c'est approvisionner nos concitoyens! Et nous mettons d'ores et déjà notre force d'innovation au service des consommateurs et de l'évolution de leurs exigences. Nous avons ainsi réduit drastiquement l'usage du glyphosate et d'autres produits phytosanitaires, et diminué par deux celui des antibiotiques dans la production animale en quelques années.

► **RF** À l'échelle globale, ce sont les petites structures paysannes qui peuvent nourrir le monde dans le futur, pas les immenses plantations intensives. En Suisse, nous n'avons



Née en 1959, Regina Fuhrer vit à Burgistein (BE), au cœur de l'exploitation bio créée avec son mari en 1987. Membre du comité des paysans bios bernois depuis 1992, elle a dirigé Bio Suisse durant dix ans; députée (PS) au Grand Conseil bernois, elle est la présidente de l'Association suisse des petits paysans.

de toute façon ni la topographie ni les ressources pour axer le développement sur le modèle agricole industriel. On doit se concentrer sur la qualité, la régionalité et une production respectueuse de l'environnement, en étant conscient qu'il est illusoire de nous mesurer aux pays qui nous entourent en termes de prix des denrées.

En cas d'acceptation d'une des initiatives ou des deux, les produits bios passeraient d'une part de niche à un marché dominant. Un motif d'inquiétude ou une chance à saisir?

► **SG** En premier lieu, ce n'est pas parce que le nombre d'agriculteurs bios augmentera que l'enveloppe des paiements directs dédiés au soutien à l'agriculture biologique sera plus grande! Il faudra donc s'attendre à voir ses revenus diminuer. Et y aura-t-il vraiment une demande subite des consommateurs pour des aliments bios? Les consommateurs ne sont de loin pas tous enclins à en payer le prix.

► **RF** En incluant les produits d'importation, «Suisse sans pesticides de synthèse» crée une «Suisse bio»; le marché et les consommateurs vont donc s'y adapter. Les grands distributeurs devront renoncer aux marges prélevées sur les produits bios à partir du moment où leur positionnement sera identique, et les prix vont vraisemblablement se niveler vers le bas; les consommateurs conserveront le choix de se tourner vers des produits locaux ou étrangers, mais bios.

Mais le bio peut-il nourrir la Suisse?

► **SG** C'est impossible. Nous n'arrivons déjà pas, dans le contexte actuel, à dépasser la barre des 50% en termes d'autonomie alimentaire. Alors si on renonce aux produits phytosanitaires, on y arrivera encore moins! Ce que doit comprendre le grand public, c'est que, outre sa moindre performance en termes de rendements, l'agriculture bio n'est pas une panacée d'un point de vue agronomique et environnemental: on traite

plus souvent, on tasse davantage les sols, on gaspille davantage de mazout, etc.

► **RF** Même centrée sur une production intensive, la Suisse n'a pas la capacité de nourrir seule sa population! Le passage au bio présuppose un changement en profondeur de nos habitudes alimentaires (moins de viande, moins de gaspillage) et la réaffectation à l'alimentation humaine d'une partie des cultures réservées au bétail. La pensée entrepreneuriale se concentre trop souvent sur une vision productiviste à court terme, alors que l'enjeu est de nourrir les gens non seulement aujourd'hui, mais aussi demain et après-demain, dans des sols et un environnement qui nous le permettent.

Les consommateurs peuvent-ils de toute façon espérer un niveau de prix concurrentiel avec nos voisins européens?

► **SG** Il faut se rendre à l'évidence. Avec des salaires qui ne sont pas comparables, des standards de production concernant le bien-être animal ou la protection de l'environnement qui sont plus contraignants chez nous qu'à l'étranger, ce ne sera tout simplement pas possible d'être concurrentiel! Et plus on nous rajoutera des contraintes, pire ce sera.

► **RF** Non, la Suisse ne pourra jamais produire aussi bon marché que la France ou l'Allemagne, elle ne peut compter que sur la qualité. Même aujourd'hui, notre propre production intensive est basée partiellement sur le recours à des forces de travail

étrangères issues de pays à bas niveau de revenu, ce qui est un non-sens et une irresponsabilité.

L'impact des résidus de pesticides sur la santé humaine est encore incertain. Faut-il pour autant en conclure qu'il ne pose aucun problème de santé publique?

► **SG** Le fait est qu'une personne devrait boire des milliers de litres d'eau chaque jour juste pour atteindre des limites très prudemment fixées... Non, la contamination de notre eau et de nos aliments par ces résidus ne constitue pas une menace: jamais auparavant l'ensemble de la population n'a eu accès à de l'eau potable et à des aliments d'une qualité aussi élevée, en quantité suffisante et à des prix aussi abordables qu'aujourd'hui. Et les résidus de glyphosate, on les trouve dans des pâtes alimentaires, produites à partir de blé dur importé. L'agriculture helvétique, elle, est d'ores et déjà exempte.

► **RF** On ne connaît pas du tout les effets de l'accumulation des pesticides, même individuellement en deçà de la dose autorisée. Ni sur l'homme ni sur l'environnement! Mais on a constaté une hausse des occurrences de Parkinson sur les paysans utilisant des produits de synthèse... Et l'antibiorésistance pose aussi un énorme problème. Aux Pays-Bas, les éleveurs de porcs admis à l'hôpital doivent respecter une quasi-quarantaine, car ils n'ont presque plus de sensibilité aux antibiotiques. Les produits alimentaires doivent



Maître agriculteur de 39 ans, Samuel Guggisberg est à la tête d'une exploitation de 25 hectares à Zimmerwald (BE) et dirige une entreprise spécialisée dans l'arrachage et la plantation de pommes de terre. Il préside l'association *Bauern-Unternehmen* depuis sa création en 2018.

être totalement exempts de toute substance potentiellement dommageable pour la santé. C'est une question de bon sens.



Il est impossible d'obtenir les rendements actuels en se passant de la chimie. Sans elle, il y a cent ans, la Suisse aurait subi la famine. C'est ce que les gens doivent comprendre.

Samuel Guggisberg

maladies ont moins d'impact dans des sols résilients où poussent des plantes plus naturellement résistantes.

En cas de refus des deux initiatives, l'agriculture suisse ne risque-t-elle pas de souffrir d'un problème d'image encore plus préoccupant?

► **SG** Je ne pense pas qu'un refus des initiatives y change quoi que ce soit. Il y a un décalage croissant entre les paysans et la population, qui n'est plus du tout aux prises avec les réalités du monde agricole. Et en ce qui concerne le message envoyé au niveau international, je pense qu'il sera bien pire si les initiatives passent: la Suisse serait bien le premier pays à abandonner son agriculture!

► **RF** Oui, ce risque existe... Mais en cas de refus assorti d'un nombre relativement élevé de «oui», on peut escompter que la future

«POUR UNE SUISSE LIBRE DE PESTICIDES DE SYNTHÈSE»

• **Ce qu'elle veut** L'interdiction de l'utilisation des produits phytosanitaires de synthèse en agriculture, mais également pour l'entretien des paysages, espaces verts et espaces publics. Elle demande également que les produits importés – pour l'alimentation humaine et animale – soient exempts de ces substances.

• **Son délai transitoire** Dix ans.

• **Ses soutiens** Uniterre, Association des petits paysans, etc.

► **D'INFOS** <https://future3.ch/>

politique agricole en tienne compte. Et dans les pays européens, il y a également le sentiment que la politique agricole commune tient insuffisamment compte des thématiques environnementales.

De toute façon, dans cette dernière hypothèse, le plan de réduction des produits phytosanitaires de la Confédération reste d'actualité...

► **SG** Il ne faut absolument pas céder à cette pression politique, car on risque d'en arriver aux mêmes conséquences dramatiques que ce qu'engendreraient les initiatives, à savoir une baisse drastique de la production agricole suisse et l'obligation d'importer massivement des denrées alimentaires produites dans des conditions largement inférieures à ce que nous pratiquons ici.

► **RF** La dynamique politique qui est à l'origine du plan phytos est faite de compromis entre exigences contraires. Cela implique qu'en cas de refus des initiatives, nous devons élever notre niveau d'exigence pour obtenir plus, en fin de compte, à l'issue du jeu parlementaire.

Le système des paiements directs reste le pivot des deux initiatives et de la PA 2022+ en cours d'élaboration. Beaucoup pensent pourtant qu'il a atteint ses limites...

► **SG** Je le pense également. Et l'acceptation des initiatives n'arrangerait rien, «Eau propre» prévoyant que les agriculteurs reçoivent de l'argent pour ne rien produire... Combien de temps les contribuables acceptent-ils cette absurdité? Selon moi, quitte à soutenir un prix de l'alimentation bas, l'État ferait mieux d'attribuer les subsides directement aux consommateurs nécessaires, sous forme de bons, afin de les soutenir dans leurs achats de produits suisses!

► **RF** Oui, la complexité croissante du système le rend difficilement praticable. Mais le passage à une agriculture suisse bio est de nature à le simplifier: plus besoin de subordonner le non-recours aux pesticides à des paiements directs, si plus personne n'a la possibilité d'en utiliser! Cela dit, l'État et la société ont la responsabilité d'assumer financièrement le passage au modèle d'agriculture qu'ils imposent. Dès lors que les dommages environnementaux de l'agriculture intensive diminuent, il peut le faire par le biais de paiements directs réalloués à d'autres prestations profitant à l'agriculture et aux consommateurs.

La coexistence de dimensions et de modèles différents semble une voie d'avenir pour l'agriculture suisse. Ne risque-t-on pas de se priver de cette diversité?

► **SG** Les conditions imposées par les initiatives ainsi que la bureaucratie galopante imposée par la politique agricole vont provoquer l'extensification des petits domaines qui ne supporteront pas la pression administrative croissante et abandonneront la production en tant que telle. Par ailleurs, on s'orienterait vers une spécialisation de l'agriculture helvétique, et on perdrait l'un de ses atouts, à savoir la diversité intrinsèque de ses exploitations.

► **RF** La Suisse se définit notamment par cette variété dans les types d'exploitations, qui fait aussi la richesse de son agriculture. Et la diversité des exploitations doit être maintenue. Nous ne sommes pas opposés aux grandes structures, mais nous ne voulons pas d'un développement qui les favorise exclusivement. L'initiative que nous soutenons permet de corriger le déséquilibre actuel dans ce domaine.

UNE CAMPAGNE SANS PRÉCÉDENT

Déposés en mai et décembre 2018 à la Chancellerie fédérale, les textes «Eau propre» et «Suisse sans pesticides» agitent depuis lors les campagnes helvétiques et sont considérés par une majorité d'agriculteurs comme les initiatives de tous les dangers. Pas une assemblée de producteurs où la question ne soit débattue: pas une association de défense professionnelle où le sujet ne soit considéré comme hautement prioritaire. Quant à la couverture médiatique du sujet, elle reflète l'opposition entre milieux agricoles majoritaires d'une part, militants écologistes et courants de consommateurs d'autre part. La situation se tend entre une société qui exige une transformation écologique de l'agriculture – sans forcément en imaginer les conséquences – et des professionnels qui se sentent montrés du doigt. «L'ampleur de la campagne est sans précédent», observe Jérémie Forney.



Fin observateur des milieux agricoles depuis une quinzaine d'années, l'anthropologue à l'Université de Neuchâtel reconnaît être particulièrement étonné par la vitesse à laquelle les positions se sont cristallisées dès le dépôt des initiatives. «La peur des paysans est compréhensible. Le changement auguré par les initiatives est énorme, et ils ont le sentiment qu'on leur demande de le supporter seuls.» S'il entend les craintes et le ressentiment de la profession agricole, il rappelle qu'elle n'est pas unanime quant à l'option qui lui est soumise – et que ses instances majoritaires ne sont pas les seules à avoir la légitimité de décider de la façon dont sont produites les denrées alimentaires. «Oui, les agriculteurs sont compétents, oui, ils doivent être entendus. Mais les questions liées à l'alimentation ont désormais révélé leur nature transversale, touchant à l'environnement, à la santé, au bien-être animal, etc. D'autres acteurs ont donc aussi leur mot à dire.»

Jérémie Forney regrette en outre l'absence d'un débat rationnel quant à l'usage des produits phytosanitaires. «Les dérives politiques dans les discours des uns et des autres sont regrettables, tout comme la présentation des arguments qui tourne vite à la mauvaise foi.» Poison, famine, déforestation: la rhétorique des deux camps emprunte un champ lexical extrême. «On a d'un côté l'argument de la sécurité alimentaire, brandi par les milieux agricoles, et de l'autre celui de la santé, revendiqué par les initiateurs. Ces notions fondamentales, utilisées de manière antagoniste, prouvent bien que l'alimentation est un objet spécial, vital mais ambigu, et constitutif de notre identité.»

DOSSIER RÉALISÉ PAR BLAISE GUIGNARD ET CLAIRE MULLER